
États financiers consolidés de
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni

31 mars 2020

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière	1
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
État consolidé des résultats	5 - 6
État consolidé du surplus cumulé	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de l'investissement net en immobilisations	9
État consolidé de la variation de l'actif (dette) net(te)	10
État consolidé des flux de trésorerie	11
Notes complémentaires	12 - 23

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints du Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil ») et toute l'information figurant dans le présent rapport annuel relèvent de la direction et ont été approuvés par la Cheffe et les conseillers.

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux exigences en matière de rapports financiers stipulées au guide de présentation des rapports de Services aux Autochtones Canada et ainsi, incluent des montants qui sont les meilleurs estimés et jugements de la direction.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

Le Conseil est responsable de s'assurer que la haute direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés.

Le Conseil rencontre périodiquement la haute direction ainsi que les auditeurs externes, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de rapports financiers, des problématiques en lien avec l'audit ou les rapports financiers, de s'assurer que chaque partie s'acquitte correctement de leurs responsabilités, et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur externe.

Les auditeurs externes, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., effectuent un audit indépendant, conformément aux normes canadiennes d'audit et expriment leur opinion sur les états financiers consolidés. Les auditeurs externes ont pleinement et librement accès à la gestion financière de la Première Nation Abitibiwinini et les rencontrent lorsque nécessaire.


Pour : Le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Le 7 décembre 2020

Rapport de l'auditeur indépendant

À la Cheffe et conseillers de
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2020, et les états consolidés des résultats, du surplus cumulé, de l'investissement net en immobilisations, de la variation de l'actif (dette) net (te) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donne, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, du surplus cumulé, de l'investissement net en immobilisations, de la variation de l'actif (dette) net (te) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Informations financières non exigées par les NCSP

Nous attirons l'attention sur le fait que le Conseil inclut dans ses états financiers consolidés, certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations, établies conformément aux exigences de Services aux Autochtones Canada et présentés à la page 6, portent sur l'état consolidé des résultats de l'exercice. Le Conseil a également choisi de présenter un état consolidé de l'investissement net en immobilisations à la page 9. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Conseil pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 7 décembre 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A112314

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni

État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
Revenus		
S.A.C. – Lettre de revue	(48 510)	75 511
S.A.C. – Contribution globale	6 428 837	4 378 110
S.A.C. – Contribution préétablie	458 841	376 395
S.A.C. – Contribution fixe	3 313 675	1 825 905
S.A.C. – Contribution souple	2 170 904	562 928
S.A.C. – Subvention	94 604	125 273
S.A.C. – (Surplus à rembourser)	-	(10 607)
S.A.C. – D.G.S.P.N.I. (Santé)	2 422 214	2 177 711
S.A.C. – D.G.S.P.N.I. (Santé) – Lettre de revue	(10 458)	-
S.A.C. – D.G.S.P.N.I. (Santé) – (Surplus à rembourser)	(12 389)	(1 943)
C.D.R.H.P.N.Q.	413 894	418 388
Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	335 991	-
Conseil en Éducation des Premières Nations	963 169	952 816
Contributions des usagers	54 740	77 130
C.S.S.P.N.Q.L.	5 942	43 436
Déneigement	11 875	19 035
Inscriptions et commandites	118 836	85 052
Location	140 447	47 909
Ministère de la Culture et des Communications	10 000	7 500
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	132 000	152 000
Québec en forme	52 000	69 000
Ressources Naturelles Canada	-	12 500
Revenus de loyers	596 986	589 499
Revenus d'administration	1 001 716	691 830
Revenus d'intérêts	16 744	6 064
Revenus de dividendes	8 485	20 065
Revenus de levée de fonds	-	1 784
Revenus divers et revenus de négociations avec des sociétés minières	4 711 540	1 418 127
Secrétariat aux affaires autochtones	387 952	183 209
Sécurité publique Canada	267 150	260 000
Sécurité publique du Québec	420 952	328 040
Utilisation de la réserve de remplacement	27 575	-
Société canadienne d'hypothèques et de logement	400 777	196 590
Société canadienne d'hypothèques et de logement – Lettre de revue	16 650	-
Société de crédit commercial autochtone	-	33 000
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	600	31 079
(Perte) gain à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés	(306 500)	111 500
Gain sur radiation d'une dette à long terme	-	1 901 857
Revenus reportés de l'année précédente	1 515 170	2 335 896
Revenus reportés à l'année suivante	(3 270 009)	(1 515 170)
Vente de biens	3 862 165	3 636 795
	26 714 565	21 624 214

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini**État consolidé des résultats**

Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Dépenses		
Politique	475 070	439 554
Administration	2 165 481	1 553 672
Éducation	3 015 809	2 203 170
Santé et services de première ligne	3 788 522	2 685 286
Travaux publics	1 598 237	1 347 344
Formation, emploi et développement social	1 743 755	1 450 370
Développement économique	395 976	243 901
Sécurité publique	500 454	441 471
Habitation	1 205 872	1 119 159
Territoire et environnement	371 966	373 112
Autres	4 659 173	4 053 833
	19 920 315	15 910 872
Surplus courant	6 794 250	5 713 342

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

CONCILIATION AUX FINS DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS DE S.A.C.

	2020	2019
	\$	\$
Surplus courant	6 794 250	5 713 342
Produit de la dette à long terme	23 600	2 043 918
Remboursement de la dette à long terme	(419 119)	(1 114 364)
Gain sur radiation d'une dette à long terme	-	(1 901 857)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 607 033)	(3 440 283)
SURPLUS COURANT AUX FINS DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS DE S.A.C.(1)	2 791 698	1 300 756

(1) Le surplus courant avant amortissement est de 4 026 529 \$ (2 410 268 \$ au 31 mars 2019).

Conseil de la Première Nation Abitibiwinni**État consolidé du surplus cumulé**

Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début	1 206 916	(1 275 531)
Surplus courant	6 794 250	5 713 342
Transfert à l'état de l'investissement net en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 607 033)	(3 440 283)
Amortissement des immobilisations corporelles et autres	1 234 831	1 157 541
Produit de la dette à long terme	23 600	2 043 918
Gain sur radiation d'une dette à long terme	-	(1 901 857)
Remboursement de la dette à long terme	(419 119)	(1 114 364)
Ajustements – Lettre de revue S.A.C.	47 188	(17 660)
Ajustements des fonds réservés – Article 95	(11 379)	41 810
Solde à la fin	5 269 254	1 206 916


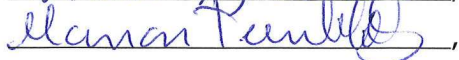
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
État consolidé de la situation financière
au 31 mars 2020

		2020	2019
Notes		\$	\$
ACTIFS FINANCIERS			
		4 751 264	2 025 103
		5 391 300	2 938 489
		78 574	78 574
		896 288	723 519
		593 058	584 548
		11 710 484	6 350 233
PASSIFS FINANCIERS			
		1 927 809	2 211 093
		3 270 009	1 515 170
		14 332	98 272
		5 784 861	6 259 401
		10 997 011	10 083 936
ACTIF (DETTE) NET(TE)			
		713 473	(3 733 703)
ACTIFS NON FINANCIERS			
		165 502	4 043
		26 788 165	24 415 962
		26 953 667	24 420 005
EXCÉDENT CUMULÉ			
		27 667 140	20 686 302

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par la Cheffe et les conseillers

, membre du conseil
, membre du conseil

Conseil de la Première Nation Abitibiwinni
État consolidé de l'investissement net en immobilisations
 Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS AU DÉBUT	18 206 564	14 874 118
VARIATION DE L'INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS		
Plus :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	3 607 033	3 440 283
Remboursement de la dette à long terme	419 119	1 114 364
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	600	31 079
Gain sur radiation d'une dette à long terme	-	1 901 857
Remboursement de la dette P.A.R.E.L.	79 018	77 401
	4 105 770	6 564 984
Moins :		
Produit de la dette à long terme	23 600	2 043 918
Amortissement des immobilisations corporelles	1 234 831	1 109 512
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	600	79 108
	1 259 031	3 232 538
INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS À LA FIN	21 053 303	18 206 564

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
État consolidé de la variation de l'actif (dette) net(te)
 Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
SURPLUS COURANT	6 794 250	5 713 342
VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 607 033)	(3 440 283)
Produit à la disposition des immobilisations	600	79 108
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	(600)	(31 079)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 234 831	1 109 512
	(2 372 202)	(2 282 742)
VARIATION DES AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS		
Variation des frais payés d'avance	(161 459)	31 819
VARIATION DES SURPLUS ET RÉSERVES		
Variation des surplus et réserves	63 250	26 257
Variation du surplus en fiducie	8 510	9 663
Variation de la dette P.A.R.E.L.	79 018	77 401
Ajustements des fonds réservés – Article 95	(11 379)	41 810
Ajustements – Lettre de revue S.A.C.	47 188	(17 660)
	186 587	137 471
VARIATION DE LA DETTE NETTE	4 447 176	3 599 890
DETTE NETTE AU DÉBUT	(3 733 703)	(7 333 593)
ACTIF (DETTE) NET(TE) À LA FIN	713 473	(3 733 703)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni

État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2020

	Notes	2020 \$	2019 \$
Activités d'exploitation			
Surplus courant		6 794 250	5 713 342
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles		1 234 831	1 109 512
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		(600)	(31 079)
Gain sur radiation d'une dette à long terme		-	(1 901 857)
Perte (gain) à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés		306 500	(111 500)
		8 334 981	4 778 418
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	13	(1 226 659)	836 140
		7 108 322	5 614 558
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(3 607 033)	(3 440 283)
Variation de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions		(8 510)	(20 561)
Variation des placements		(479 269)	(152 019)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		600	79 108
		(4 094 212)	(3 533 755)
Activités de financement			
Variation de l'emprunt bancaire		-	(404 453)
Ajustement des fonds réservés – Article 95		(11 379)	41 810
Variation du surplus en fiducie		8 510	9 663
Variation de la réserve de remplacement – Article 95		63 250	15 359
Variation du surplus d'opération réservé – Article 95		-	10 898
Produit de la dette à long terme		23 600	2 043 918
Variation de la dette P.A.R.E.L.		79 022	77 401
Remboursement de la dette à long terme et de la dette P.A.R.E.L.		(498 140)	(1 191 761)
Ajustements – Lettre de revue		47 188	(17 660)
		(287 949)	585 175
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 726 161	2 665 978
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		2 025 103	(640 875)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		4 751 264	2 025 103

Voir les renseignements complémentaires présentés à la note 13.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Description de la Première Nation

La Première Nation est une entité légale non incorporée comme il est défini dans la *Loi sur les Indiens*. Un conseil des Premières Nations est considéré comme un gouvernement local composé d'un Chef et d'au moins deux conseillers qui sont choisis par voie d'élection ou selon les coutumes de la Première Nation pour exécuter les fonctions se rattachant à un gouvernement.

2. Méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public applicables aux gouvernements locaux et émis par le conseil sur la comptabilité dans le secteur public de CPA Canada.

Les principes de la comptabilité par fonds ont été utilisés dans la préparation de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les comptes sont classés dans les fonds conformément aux exigences spécifiées, activités et objectifs. La méthode de comptabilité d'exercice est suivie pour la constatation des revenus et dépenses

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Première Nation ainsi que ceux de sa filiale détenue à 76 %, Gazonord inc. Puisque la filiale ne rencontre pas tous les critères d'une entreprise publique au sens des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, elle a été consolidée à 100 %. Les transactions conclues entre ces deux entités ainsi que leurs comptes réciproques ont été éliminés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont composées de toutes les immobilisations comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé à partir de leur mise en service en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes suivantes :

Bâtiments	Dégressif	2,5 %
Maisons résidentielles	Linéaire	25 ans
Matériel roulant	Dégressif	10 à 20 %
Mobilier et équipement	Dégressif	20 %
Réseau routier	Dégressif	5 %
Systèmes sanitaires	Dégressif	2,5 %

Constatation des revenus

Pour la Première Nation, les revenus sont enregistrés dans la période spécifiquement prévue selon les ententes de financement avec les différentes agences gouvernementales et autres organismes. Le financement reçu d'avance aux dépenses encourues est reporté à l'année suivante. Les revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque le prix est déterminé ou déterminable et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré.

Pour sa filiale Gazonord inc., les revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque les marchandises sont expédiées aux clients ou lorsque les services ont été rendus, lorsque le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

2. Méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des actifs à long terme, les revenus reportés et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

Revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles

Les revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisés dans l'état consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles lorsque les dépenses sont engagées, à condition que la Première Nation réponde aux critères d'admissibilité.

Produits à la cession d'immobilisations corporelles

Les produits à la cession d'immobilisations corporelles et d'immobilisations destinées à la vente sont enregistrés dans l'investissement net en immobilisations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût comprend le prix d'acquisition, les coûts de transformation et les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les achats présentés dans l'état consolidé des résultats incluent le coût des stocks comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les produits correspondants sont comptabilisés. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Toute dépréciation des stocks pour ramener ceux-ci à leur valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges dans la période. Lorsque la valeur nette de réalisation augmente par la suite, la dépréciation déjà comptabilisée est reprise et comptabilisée comme une réduction du montant des stocks passés en charges dans le coût des ventes au cours de la période où la reprise a lieu.

Placements

Les placements dans les entités non cotées sont comptabilisés au coût d'acquisition et les placements dans les entités cotées sont comptabilisés à la juste valeur marchande.

Régime de retraite

Le coût des prestations au titre du régime de retraite à prestations déterminées correspond à la dépense de retraite.

Le régime de retraite est un régime multi-employeurs à prestations déterminées et est comptabilisé à ce titre comme un régime à cotisations déterminées.

2. Méthodes comptables (suite)

Emprunts

Les emprunts assortis de conditions avantageuses sont présentés à la valeur nominale, diminuée du montant de la subvention.

3. Débiteurs

	2020 \$	2019 \$
À recevoir de S.A.C.	1 283 121	741 678
À recevoir de S.A.C. – D.G.S.P.N.I.	320 151	252 133
À recevoir de la C.S.S.S.P.N.Q.L.	4 344	26 062
À recevoir de la SCHL	87 692	28 035
À recevoir de la Sécurité Publique du Québec	262 242	87 890
À recevoir de la Société de crédit commercial autochtone	-	298 657
À recevoir du Conseil en Éducation des Premières Nations	107 302	100 922
À recevoir du CPE Mokaam	600	1 600
À recevoir du C.D.R.H.P.N.Q.	19 287	137 915
À recevoir du Ministère de la Culture et des Communications	6 613	8 363
À recevoir du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	33 000	53 000
À recevoir du Secrétariat aux affaires autochtones	664 782	363 828
Loyers à recevoir – Article 95	168 075	193 183
Loyers à recevoir – autres	306 324	317 048
Taxes de vente à recevoir	64 568	24 049
Autres comptes à recevoir	2 252 813	517 917
	5 580 914	3 152 280
Provision pour créances douteuses	(189 614)	(213 791)
	5 391 300	2 938 489

4. Placements

	2020 \$	2019 \$
Groupe Forestier CFOR inc. (détenue à 27,5 %) – 55 actions ordinaires	60 000	60 000
Karora Resources inc. – cotés, 1 000 000 actions (700 000 actions en 2019)	310 000	357 000
Sphinx Resources Ltd – cotés, 100 000 actions (100 000 actions en 2019)	1 500	4 500
Sayona Mining Ltd – cotés, 27 000 000 actions	220 000	-
Certificats de placements garantis, 0,75 %	304 788	302 019
	896 288	723 519

5. Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions

	2020 \$	2019 \$
Surplus en fiducie	390 856	382 346
Surplus d'opération réservé	202 202	202 202
	593 058	584 548

5. Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions (suite)

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être placé pour la réserve de remplacement dans un compte de banque distinct et/ou investi uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placé de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. Cependant, le Conseil n'a pas placé ce montant tel que requis. Le montant ainsi placé aurait dû s'élever à 751 524 \$ en 2020 (688 274 \$ en 2019).

6. Immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement cumulé	2020 Valeur comptable nette	2019 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains	9 154	-	9 154	9 154
Bâtiments	20 908 151	7 107 274	13 800 877	5 640 853
Maisons résidentielles	16 329 317	10 872 038	5 457 279	5 927 518
Matériel roulant	1 749 809	910 776	839 033	423 818
Mobilier et équipement	4 183 046	3 339 828	843 218	710 297
Réseau routier	1 509 936	1 024 354	485 582	516 702
Systèmes sanitaires	5 480 846	1 925 944	3 554 902	3 662 638
Immobilisation en cours	1 798 120	-	1 798 120	7 524 982
	51 968 379	25 180 214	26 788 165	24 415 962

7. Contributions à rembourser

	2020	2019
	\$	\$
Patrimoine Canada	-	56 162
S.A.C.	-	17 443
S.A.C. – D.G.S.P.N.I.	14 332	24 667
	14 332	98 272

8. Excédent cumulé

	2020	2019
	\$	\$
Surplus d'opération réservé	202 202	202 202
Surplus en immobilisations	21 053 303	18 206 564
Surplus en fiducie	390 857	382 346
Réserve de remplacement – Article 95 (note 14)	751 524	688 274
Surplus cumulé	5 269 254	1 206 916
	27 667 140	20 686 302

9. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire, au taux préférentiel (2,95 % au 31 mars 2020) majoré de 1,15 %, disponible jusqu'à concurrence de 400 000 \$, est garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des biens et sur des placements garantis d'une valeur comptable de 304 788 \$. Au 31 mars 2020, aucun montant n'était utilisé (aucun montant au 31 mars 2019). La date du prochain renouvellement est le 31 juillet 2020.

10. Revenus reportés

	2020	2019
	\$	\$
Planification communautaire globale	37 075	5 340
Projet négociation avec les mines	-	94 159
Développement professionnel et institutionnel	225 411	161 318
Secrétariat condition féminine – Contrer la violence conjugale	92 000	46 000
Programme DPI – HRMS	-	8 767
Programme DPI – Printboss	-	600
Programme DPI – Échelle salariale	-	63 370
Programme DPI – Punch-clock	9 161	46 225
Négociation minière Sayona	40 453	-
CEPN – Soutien à l'amélioration continue des écoles	21 439	-
Programme – Santé maternelle et infantile	19 100	14 119
Programme – Sida	49 296	6 322
Principe de Jordan	227 493	171 894
Programme – IDA condition physique	620	20 571
Programme – Diabète	44 442	26 438
Programme – Syndrome Alcoolisme Fœtal	19 390	8 957
Transport médical (S.S.N.A.)	12 160	-
Kike8in Mikana – Chemin de guérison	28 127	-
Soins à domicile	101 866	34 654
Projet Hépatite C – Rencontre Santé Canada	50 903	37 120
Programme Prévention suicide	2 064	6 163
Service de première ligne – Services sociaux (implantation)	249 021	342 546
Gestion du Centre de Santé Pikogan	75 611	-
Projet Avenir d'enfants	-	18 200
Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPAR)	292 483	137 564
Projet non récurrent – GILHEAD Hépatite C	43 719	47 895
Programme CHMT – Projet présence communautaire	2 236	5 361
Programme Guérisseur traditionnel	21 505	10 487
Emploi et dév. Social – Réaménagement de la cour des aînés	-	23 665
Prévention des Opioïdes et speed	21 983	-
Dépenses en immobilisations DGSPNI	75 000	-
Réfection de la rue Tom Rankin	344 841	-
Plan d'investissement en immobilisations	27 706	-
SAC – Programme Pré-employabilité	-	131 370
FRC	110 966	18 994
FRC – Jeunesse	12 405	-

10. Revenus reportés (suite)

	2020 \$	2019 \$
Rénovation 10 maisons	152 275	-
Projet construction d'un sixplex 2019-2020	739 635	-
Culture, Patrimoine et Territoire SAA-FIA	100 684	-
Ressources Naturelles Canada – Projet Caribou	18 939	-
Tournoi – Hockey mineur	-	27 071
	3 270 009	1 515 170

11. Dette à long terme

	2020 \$	2019 \$
Emprunt, 2,70 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par mensualités de 593 \$, intérêts compris	90 850	95 448
Emprunt, 1,39 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par mensualités de 1 404 \$, intérêts compris	230 290	243 833
Emprunt, 2,41 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2034 par mensualités de 4 752 \$, intérêts compris	646 212	687 168
Emprunt, 1,30 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2031 par mensualités de 957 \$, intérêts compris	108 472	118 473
Emprunt, 6,00 %	-	100 034
Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2028 par mensualités de 263 \$, intérêts compris	22 026	24 782
Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par mensualités de 491 \$, intérêts compris	51 249	56 210
Emprunt, 1,67 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par mensualités de 803 \$, intérêts compris	148 555	155 646
Emprunts, 1,31 à 7,25 %, garantis par S.A.C., remboursables jusqu'en 2021 à 2040 par mensualités de 290 \$ à 2 300 \$, intérêts compris	642 700	708 884
Emprunt à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (P.A.R.E.L.)*	84 085	139 507
Emprunt, 1,04 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2022 par mensualités de 897 \$, intérêts compris	11 596	22 185
Emprunt, 1,05 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2040 par mensualités de 591 \$, intérêts compris	110 633	116 389
Emprunt, 1,21 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2042 par mensualités de 2 970 \$, intérêts compris	665 344	692 750

11. Dette à long terme (suite)

	2020 \$	2019 \$
Emprunt, 1,03 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par mensualités de 438 \$, intérêts compris	47 515	52 251
Emprunt, 1,03 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par mensualités de 904 \$, intérêts compris	98 144	107 926
Emprunt, taux préférentiel (2,95 % au 31 mars 2020) majoré de 1,25 %	-	80 000
Emprunt, 2,39 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par mensualités de 439 \$, intérêts compris	76 258	79 668
Emprunt, 5,88 %	-	27 315
Emprunt du Fonds des Bandes, sans modalités de remboursement	50 000	50 000
Emprunt, 6,00 %, garanti par une entente tripartite sur l'universalité des biens meubles et immeubles et par une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des biens mobiliers, remboursable sur une période de 10 ans, par versements semestriels de 60 557 \$, intérêts compris, débutant 6 mois après le dernier déboursé	900 932	900 932
Emprunt, 7,00 %, remboursable en un versement unique en 2021	1 800 000	1 800 000
	5 784 861	6 259 401
Tranche à court terme	2 069 867	3 040 096
	3 714 994	3 219 305

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

\$

2021	2 069 867
2022	267 786
2023	274 249
2024	280 038
2025	288 764

* Sous ce programme, une entente a été conclue entre le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini et la Société canadienne d'hypothèques et de logement concernant une contribution pour les rénovations majeures pour les maisons sur la réserve.

Si toutes les conditions de l'entente sont respectées par le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, l'emprunt sera amorti sur une base linéaire de 3 ans ou 5 ans par des remises gracieuses. Si les conditions ne sont pas respectées, le solde dû sur la balance du prêt devra faire l'objet d'un remboursement selon les normes habituelles (sujet à une charge d'intérêts).

12. Excédent cumulé

Les surplus, tels que présentés en date du 31 mars 2020, ne tiennent pas compte des redressements possibles à la suite de la revue et de l'analyse des états financiers par les Services aux Autochtones Canada (S.A.C.), Services aux Autochtones Canada – Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits (S.A.C. – D.G.S.P.N.I.) et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Tout ajustement résultant de ces analyses sera inscrit dans l'année en cours (résultats ou réserves) tel qu'indiqué par S.A.C. ou SCHL.

13. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

	2020	2019
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Débiteurs	(2 452 811)	1 306 192
Stocks	-	(11 125)
Frais payés d'avance	(161 459)	31 819
Créditeurs et charges à payer	(283 288)	415 659
Revenus reportés	1 754 839	(820 726)
Contributions à rembourser	(83 940)	(85 679)
	(1 226 659)	836 140
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>		
Encaisse	4 751 264	2 025 103

14. Réserve de remplacement – Article 95

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être porté au crédit du compte de la réserve de remplacement, plus les intérêts. Ces fonds et les intérêts cumulés doivent être placés dans un compte de banque distinct et/ou investis uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placés de toute autre façon que la Société canadienne d'hypothèques et de logement peut approuver de temps à autre. Toute utilisation des fonds du compte doit être approuvée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les retraits sont imputés à l'intérêt d'abord, puis au capital.

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début	688 274	672 915
Plus :		
Ajustement de la SCHL	11 379	(52 708)
Allocation de l'exercice	79 446	68 067
Moins :		
Retrait de la réserve de remplacement	27 575	-
Solde à la fin	751 524	688 274

15. Régime de retraite

La Première Nation maintient un régime de retraite à prestations déterminées pour l'ensemble de ses employés. Le régime est administré par le Régime des Bénéfices Autochtone. Les contributions pour les autochtones sont de 6,25 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 4,6 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage.

Également, pour les autochtones membres du service de police, les contributions sont de 9,5 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 8 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage.

Le montant total des frais de pension comptabilisés à titre de dépense au cours de l'exercice est de 430 863 \$ (343 955 \$ au 31 mars 2019).

16. Instruments financiers

Justes valeurs

Les justes valeurs des débiteurs, de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions, des créiteurs et charges à payer et des contributions à rembourser correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur du placement dans Groupe Forestier CFOR inc. n'a pu être déterminée puisqu'il ne s'agit pas d'une société publique. La juste valeur des certificats de placements garantis est égale au coût et les justes valeurs des placements cotés ont été déterminées en fonction de leur cote boursière au 31 mars 2020.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Première Nation estime pouvoir obtenir actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme s'élève approximativement à 5 300 542 \$ au 31 mars 2020 (5 650 472 \$ au 31 mars 2019).

La juste valeur des prêts P.A.R.E.L et celle de l'emprunt du Fonds des Bandes n'ont pu être déterminées, car ceux-ci ne portent pas intérêt ou leur date d'échéance n'est pas fixée.

Risque de crédit

La Première Nation consent du crédit à ses locataires dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses débiteurs et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances.

Risque de taux d'intérêt

La majorité des dettes à long terme sont à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt n'est pas significatif. Toutefois, le Conseil est sujet à un risque de juste valeur.

17. Reclassement

Pour fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées et reclassées.

18. Éventualité

La Première Nation assume une responsabilité solidaire pour un prêt à terme de 210 000 \$ pour la Société de développement économique Amik inc. Le solde de cet emprunt au 31 mars 2020 est de 210 000 \$.

Toute perte pour cette éventualité, dont le montant ne peut présentement être déterminé, serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

19. Dépenses par objet

	2020	2019
	\$	\$
Salaires et charges sociales	6 156 599	4 665 742
Achats	3 869 626	3 550 208
Activités	260 974	89 421
Allocation à la réserve de remplacement	79 446	68 067
Allocations aux participants	80 395	-
Allocations postsecondaires	178 712	245 846
Allocations – vêtements étudiants	16 902	18 371
Amortissement des immobilisations corporelles	1 234 831	1 109 512
Appui au programme	141 373	178 686
Assurances	164 907	147 032
Besoins essentiels	739 138	580 775
Besoins particuliers	1 866	1 320
Bourses	112 100	10 100
Chambres et pensions	1 810	4 970
Contrats	1 092 995	749 557
Contributions de l'employeur au régime d'assurance collective	31 824	28 638
Coût de transport	47 453	55 065
Énergie	240 894	215 027
Entretien et réparations	385 077	381 542
Fournitures médicales	9 657	12 735
Frais bancaires et intérêts de la dette à court terme	41 698	55 535
Frais d'administration	942 698	690 284
Frais de déplacement	195 906	187 714
Frais d'atelier et de formation	176 879	214 162
Frais de traduction	1 238	12 159
Honoraires de consultants	669 786	704 459
Honoraires professionnels	391 068	324 944
Intérêts de la dette à long terme	258 627	110 882
Location	40 471	52 656
Matériel	276 617	117 573
Matériel et équipement	246 708	155 935
Mauvaises créances	55 622	128 802
Papeterie et fournitures de bureau	57 550	37 511
Perdiem établissement	794 832	376 395
Perte découlant d'un vol	243 019	10 000
Programmes	162 813	110 829
Publicité	40	9 310
Services municipaux	61 515	75 930
Télécommunication	91 576	115 333
Transfert au Régime des Bénéfices Autochtone (R.B.A.)	180 341	161 097
Trophées et médailles	9 827	1 897
Frais divers	174 905	144 849
	19 920 315	15 910 870

20. Information sectorielle

	Politique		Administration	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	127 500	125 000	1 501 571	1 111 409
Transferts gouvernement provincial	-	-	174 352	88 040
Autres revenus	1 500	5 532	4 156 927	3 161 218
Total revenus	129 000	130 532	5 832 850	4 360 667
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	337 143	237 532	691 128	451 431
Amortissement des immobilisations corporelles	35 929	26 353	125 633	93 641
Autres dépenses	101 998	175 669	1 348 720	1 008 600
Total dépenses	475 070	439 554	2 165 481	1 553 672
(Déficit) surplus annuel	(346 070)	(309 022)	3 667 369	2 806 995
	Éducation		Santé et services premières lignes	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	3 799 190	3 222 217	3 632 559	3 104 363
Transferts gouvernement provincial	-	4 000	-	43 436
Autres revenus	(21 339)	17 423	782 442	37 821
Total revenus	3 777 851	3 243 640	4 415 001	3 185 620
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	1 951 572	1 315 555	1 401 881	1 054 706
Amortissement des immobilisations corporelles	31 882	24 292	149 863	112 885
Autres dépenses	1 032 355	865 157	2 244 271	1 526 239
Total dépenses	3 015 809	2 205 004	3 796 015	2 693 830
Surplus annuel	762 042	1 038 636	618 986	491 790
	Travaux publics		Formation, emploi et développement économique	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	4 189 770	1 352 444	1 613 714	1 662 801
Transferts gouvernement provincial	-	23 000	57 942	65 000
Autres revenus	(168 030)	141 853	105 675	(123 318)
Total revenus	4 021 740	1 517 297	1 777 331	1 604 483
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	331 403	242 575	634 119	584 424
Amortissement des immobilisations corporelles	291 811	280 352	-	-
Autres dépenses	994 195	842 730	1 109 636	865 946
Total dépenses	1 617 409	1 365 657	1 743 755	1 450 370
Surplus annuel	2 404 331	151 640	33 576	154 113

20. Information sectorielle (suite)

	Développement économique		Sécurité publique	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	120 989	214 692	267 150	260 000
Transferts gouvernement provincial	87 952	33 209	246 600	240 000
Autres revenus	139 033	1 739 851	18 000	54 268
Total revenus	347 974	1 987 752	531 750	554 268
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	77 038	190 749	302 292	287 893
Amortissement des immobilisations corporelles	82 057	60 477	19 903	11 355
Autres dépenses	236 881	(7 325)	186 325	150 321
Total dépenses	395 976	243 901	508 520	449 569
(Déficit) surplus annuel	(48 002)	1 743 851	23 230	104 699
	Habitation		Territoire et environnement	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	1 517 955	174 590	54 560	122 061
Transferts gouvernement provincial	-	-	432 000	279 000
Autres revenus	(246 089)	629 988	(40 327)	30 457
Total revenus	1 271 866	804 578	446 233	431 518
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	96 390	42 738	204 179	164 694
Amortissement des immobilisations corporelles	470 238	475 819	3 824	3 797
Autres dépenses	639 244	600 602	164 089	204 863
Total dépenses	1 205 872	1 119 159	372 092	373 354
Surplus (déficit) annuel	65 994	(314 581)	74 141	58 164
	Autres		Total	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	-	-	16 824 958	11 349 577
Transferts gouvernement provincial	10 000	7 500	1 008 846	783 185
Autres revenus	4 187 826	3 833 390	8 915 618	9 528 483
Total revenus *	4 197 826	3 840 890	26 749 422	21 661 245
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	180 499	176 148	6 207 644	4 748 445
Amortissement des immobilisations corporelles	23 691	20 541	1 234 831	1 109 512
Autres dépenses	4 454 983	3 857 144	12 512 697	10 089 946
Total dépenses *	4 659 173	4 053 833	19 955 172	15 947 903
(Déficit) surplus annuel	(461 347)	(212 943)	6 794 250	5 713 342

* Les informations sectorielles sont présentées avant l'élimination des revenus et dépenses aux fins de la consolidation.